



M. Xi Jinping

Président

République Populaire de Chine

Bureau général du Conseil d'État

2 Fuyoujie, Xichengqu

Beijingshi 100017

Paris, le 22 Juillet 2020

Monsieur le Président,

Nous réclamons instamment l'amnistie du journaliste **Huang Qi**, deux fois lauréat du Prix RSF pour la liberté de la presse, gravement malade et qui risque de mourir prochainement s'il est maintenu en détention.

Huang Qi est un journaliste chevronné qui a, au cours des dernières décennies, fait un travail remarquable d'information du public sur la corruption et les violations des droits humains en Chine, en application du principe de liberté de la presse que consacre l'article 35 de la Constitution de la République populaire de Chine.

Le 29 juillet 2019, Huang Qi a été condamné à 12 ans de prison par le tribunal populaire intermédiaire de Mianyang, dans la province du Sichuan, pour « *révélation de secrets d'État* » et « *divulgateion de secrets d'État à l'étranger* » suite à un procès à huis-clos qui n'apporte aucune preuve de sa culpabilité.

Cette sentence sévère et injuste équivaut à une peine de mort, étant donné que Huang Qi souffre de graves maladies du foie et des reins. Le 20 décembre 2018, dans une déclaration publiée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, quatre experts avaient reconnu que son état « *continuerait à se détériorer jusqu'à un point fatal* » s'il n'était pas libéré.

Ces experts ont également dénoncé les mauvais traitements infligés à Huang Qi durant les deux années de sa détention provisoire, qui vont clairement à l'encontre de la Convention des Nations Unies contre la torture que la Chine a pourtant ratifiée en 1988.

Enfin, la mère de Huang Qi, Pu Wenqing, 87 ans et atteinte d'un cancer des poumons, a humblement demandé à pouvoir voir son fils « *une dernière fois* ». Au nom de la dignité humaine, nous vous invitons à accorder à Huang Qi une chance de revoir sa mère afin que tous deux puissent être en paix.

Monsieur le Président, nous vous exhortons à faire preuve d'humanité en exerçant le pouvoir d'amnistie que vous accorde l'article 80 de la Constitution chinoise et en veillant à ce que Huang Qi soit libéré avant qu'il ne soit trop tard.

Veillez agréer les assurances de nos très hautes considérations,

Article 19

Association of Taiwan Journalists
Chinese Human Rights Defenders
Committee To Protect Journalists
Freedom House
Human Rights Foundation
Human Right In China
Index On Censorship
International Federation for Human Rights
Ligue des droits de l'homme
Reporters Without Borders
Safeguard Defenders
Taiwan Media Watch Foundation

Copie:

Michelle Bachelet

Haute-commissaire aux Droits de l'Homme

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

Palais des Nations

CH-1211 Genève 10, Suisse